

Nature de l'acte : 5.4

N° 2026 04 437

Mis en ligne le 08/04/2026..

Transmis le ..08/04/2026..

**ARRÊTÉ PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTIONS À MME EDNA GRACIETTE DA SILVA SEMEDO,
CONSEILLÈRE MUNICIPALE DÉLÉGUÉE À L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES, LA LUTE CONTRE LES
VIOLENCES ET LES DISCRIMINATIONS**

Le Maire de la Ville de Lourdes,

Vu les articles L.2122-18 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales (CGCT),
Vu la délibération n°1 du Conseil municipal du 21 mars 2026 relative à l'installation du Conseil municipal,
Vu la délibération n°2 du Conseil municipal du 21 mars 2026 relative à l'élection du Maire,
Vu la délibération n°3 du Conseil municipal du 21 mars 2026 relative à la détermination du nombre d'adjoints au Maire fixée à 9,
Vu la délibération n°4 du Conseil municipal du 21 mars 2026 relative à l'élection des Adjoints au Maire,
Vu la délibération n°6 du Conseil municipal du 27 mars 2026 relative aux délégations du Conseil municipal au Maire,
Vu la délibération n°17 du Conseil municipal du 27 mars 2026 relative aux indemnités de fonction des élus,
Vu la délibération n°18 du Conseil municipal du 27 mars 2026 relative à la majoration des indemnités de fonction des élus,

Considérant que Mme Edna Graciette DA SILVA SEMEDO est conseillère municipale déléguée à l'égalité femmes-hommes, la lutte contre les violences et les discriminations auprès de Mme Dominique ARRAMOND, 4ème Maire-Adjointe,

Considérant qu'afin d'assurer une bonne administration des affaires communales, il y a lieu de procéder à une délégation de fonctions du Maire au bénéfice de Mme Edna Graciette DA SILVA SEMEDO, conseillère municipale déléguée,

ARRETE

ARTICLE 1 -

Délégation permanente de fonctions uniquement est donnée à Mme Edna Graciette DA SILVA SEMEDO, sous la surveillance de Monsieur le Maire, pour les dossiers en lien avec l'égalité femmes-hommes, la lutte contre les violences et les discriminations.

ARTICLE 2 -

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité territoriale compétente, et/ou d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 3 -

Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée, adressé à M. le Préfet des Hautes-Pyrénées, et publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Lourdes, le 8 avril 2026

Le Maire, →



Thierry LAVIT

Notifié le
 Par courrier recommandé envoyé le
 Par remise en main propre
 Par mail envoyé le

Je soussigné(e).....
Signature :

Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le

Tribunal Administratif de PAU
Cours Lyautey - 64000 PAU
dans un délai de deux mois.